

SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET ECONOMIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile Pracca
E-mail : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.95

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

Arrêté portant mise en demeure

VU le Livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles L 541-1, L541-2, L 541-3 et L 541-4 ;

VU le règlement sanitaire départemental et notamment ses articles 35 et 90 ;

VU les analyses réalisées par le laboratoire municipal de Saint Etienne et transmises par la SARL VITALE RECYCLAGE le 9 février 2009, sur les déchets « refus-fines » générés par le centre de tri d'Andrézieux-Bouthéon exploité par la même société, et évacués sur le site de la société SAGRA à Cuzieu ;

VU le rapport de CTC Environnement du 6 août 2009 relatif aux prélèvements et analyses réalisés sur les matériaux déposés sur la parcelle n° 569 de la commune de Cuzieu ;

VU les rapports en date des 2 septembre et 11 décembre 2009 de Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU le courrier de Madame le maire de Cuzieu en date du 6 novembre 2009, par lequel elle indique ne pas être en mesure d'exercer le pouvoir de police qui lui est reconnu en ce domaine par l'article L 541-3 susvisé ;

CONSIDERANT que la SARL VITALE RECYCLAGE a évacué, depuis son site de Saint Cyprien, des matériaux répondant à la définition de déchets dans des conditions contraires aux dispositions du titre V « déchets » du code de l'environnement, et notamment son article L 541-2 ;

CONSIDERANT que la SARL VITALE RECYCLAGE a évacué, depuis son site d'Andrézieux-Bouthéon, des matériaux répondant à la définition de déchets dans des conditions contraires aux dispositions du titre V « déchets » du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dépôt de déchets par la SARL VITALE RECYCLAGE sur le site de la société SAGRA « Les Gravières » sur la commune de Cuzieu, constitue un abandon, au sens de l'article L 541-3 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le site susvisé, où ont été déposés les déchets résultant de l'incendie de la SARL VITALE RECYCLAGE à Saint Cyprien, ne possède aucune autorisation permettant la mise en décharge de déchets provenant d'installations classées, ni de déchets inertes ;

CONSIDERANT que la société SAGRA, sise au lieudit « Les Gravières », a mis en place et détient des matériaux sur la parcelle n° 569, commune de Cuzieu, qui lui ont été fournis par la SARL VITALE RECYCLAGE, et dont la nature ne permettait pas leur dépôt sur ce site ;

CONSIDERANT que la société RDS a, suite au rachat du fonds de commerce de la société VITALE RECYCLAGE, déclaré un changement d'exploitant pour le site précédemment exploité par la SARL VITALE RECYCLAGE sur la commune d'Andrézieux-Bouthéon, au sein duquel ont été triés des déchets résultant de l'incendie du 22 août 2008 sur le site de Saint Cyprien ;

CONSIDERANT que ces déchets sont de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à polluer l'air ou les eaux ;

CONSIDERANT le risque de pollution et ses conséquences sur l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les sociétés VITALE RECYCLAGE et RDS, en tant que productrices des déchets, et la société SAGRA, en tant qu'éliminatrice et détentrice, sont mises en demeure d'assurer ou de faire assurer l'élimination des déchets déposés sur la parcelle n° 569 de la commune de Cuzieu, en provenance, directement ou indirectement du site VITALE RECYCLAGE de Saint Cyprien, selon les dispositions de l'article L 541-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 -

L'élimination de ces déchets comporte les opérations d'analyse, collecte, transport, stockage, tri et traitement.

Tous les frais occasionnés par les travaux mentionnés en application du présent arrêté sont à la charge des responsables de la pollution.

ARTICLE 3 -

L'ensemble des opérations d'élimination des déchets devront être terminées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Le programme et les modalités d'intervention sont présentés conjointement par les responsables des sociétés visées à l'article 1 du présent arrêté et soumis à l'avis de Monsieur le Préfet sous un délai d'un mois.

ARTICLE 4 -

Faute pour les exploitants de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 541-3 du code de l'environnement susvisé, notamment la consignation du montant des travaux à réaliser ou déjà réalisés au titre de l'article 1 du présent arrêté.

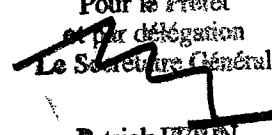
ARTICLE 5 -

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 -

Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame le Maire de Cuzieu et Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 31 DEC. 2009

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick PERIN

copie adressée à :

SARL VITALE RECYCLAGE
ZI Les Volons II
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

SARL RDS
17 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE

société SAGRA
Les Gravières
42340 RIVAS

- Madame le Maire de Cuzieu

Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Unité territoriale Loire

- Archives

- Chrono.

